

Paris, le 5 Novembre 2020

A la suite des différentes communications de Veolia et de son Président – Directeur général, Suez met à disposition la lettre adressée ce jour au Président – Directeur général de Veolia.

Please find enclosed the English version.

Lettre page suivante.

Contacts :

Isabelle Herrier-Naufle

+33 (0)6 83 54 89 62

Isabelle.herrier.naufle@suez.com

Analystes / Investisseurs :

Cécile Combeau / Mathilde Rodié

+33 (0)1 58 81 55 71

À propos de SUEZ

Fort de son expertise bâtie depuis la fin du XIXème siècle, SUEZ aide les femmes et les hommes à améliorer constamment leur qualité de vie, en préservant leur santé et en accompagnant le développement économique. Présent sur les 5 continents, le Groupe et ses 90000 collaborateurs préservent les éléments essentiels de notre environnement : l'eau, la terre et l'air, en proposant des solutions innovantes et résilientes de gestion de l'eau, de valorisation des déchets, de dépollution des sols et de traitement de l'air qui permettent aux collectivités et aux industries d'optimiser la gestion de leurs ressources, telles les villes « intelligentes » et d'améliorer leurs performances environnementale et économique. Le Groupe dessert 64 millions d'habitants en services d'assainissement, produit 7,1 milliards de m³ d'eau potable, contribue au développement économique avec plus de 200 000 emplois directs et indirects créés par an, et contribue à la création de nouvelles ressources avec 4,2 millions de tonnes de matières premières secondaires produites. A l'horizon de son plan stratégique, le Groupe ambitionne des solutions 100% durables ayant un impact positif sur l'environnement, la santé et le climat. En 2019, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 18,0 milliards d'euros.

Retrouvez l'actualité du Groupe SUEZ
sur le [site Internet](#) et les réseaux sociaux



LE PRESIDENT DU CONSEIL

Monsieur Antoine Frérot
Président directeur général de Veolia

21 rue La Boétie

75008 Paris

A Paris La Défense, le 5 novembre 2020,

Monsieur le Président Directeur Général,

Sur le fond, vos menaces par voie de courrier, de communiqués, d'interviews ou sur les réseaux sociaux sont incompatibles avec l'engagement public d'« amicalité » que vous aviez souscrit pour au moins six mois. Plus généralement, elles sont parfaitement contradictoires avec vos positions de principe dans le cadre de l'adoption de la loi Pacte en faveur d'une gouvernance tenant compte de toutes les parties prenantes.

Sur la forme, le mépris dont vous faites preuve et les termes que vous utilisez à l'égard de Suez, ses équipes, sa gouvernance et ses valeurs sont particulièrement choquants. A fortiori, au moment où toutes les énergies devraient être concentrées à affronter la nouvelle vague de Covid-19, ce qui rend votre démarche encore plus déplacée.

De son côté, le Conseil d'administration de Suez ne peut que constater l'absence de toute offre ferme reçue de votre part, détaillée et complète. Celle-ci devra assurer une égalité de traitement des actionnaires et comprendre des positions claires sur les sujets suivants :

- le contenu du projet industriel en France et à l'international ;
- les remèdes et les cessions d'actifs envisagés ;
- les garanties suffisantes en matière d'emploi ;
- le paiement en numéraire à un prix reflétant la valeur intrinsèque réelle de Suez ;
- le caractère certain et inconditionnel de l'offre pour tous les actionnaires, y compris en matière de dividendes.

Pour ce qui concerne votre prétendue offre relayée uniquement par voie de presse, elle présente toujours des conditions inacceptables et des risques d'exécution majeurs sur une longue durée de déstabilisation (possiblement presque deux ans), notamment au regard des autorisations des autorités de la concurrence requises. Nous notons que la fermeté de notre position, relayée par nombre de nos grands actionnaires, vous a amené à préciser la date à laquelle vous déposeriez

SUEZ

Siège social : Tour CB21 - 16, Place de l'Iris, 92040 Paris La Défense Cedex, France - Tél. : +33 (0)1 58 81 20 00 - www.suez.com SA au capital de 2 485 450 316 €
- SIREN 433 466 570 RCS NANTERRE – TVA FR 76433 466 570

éventuellement votre offre publique. Vous ne l'avez cependant fait que dans le cadre d'une intention non engageante. L'incertitude quant au principe, l'issue, la forme, les modalités, le prix (au terme d'un calendrier très long) de votre éventuelle offre publique persiste donc au détriment de nos actionnaires.

S'agissant de la pérennisation de l'activité de Suez Eau France, le dispositif est indispensable à la préservation de l'intérêt social de Suez, face à votre projet de démantèlement d'un groupe qui est d'ores et déjà leader de la transition écologique, agile et technologique. Nous notons au demeurant que, après sa mise en place, vous avez augmenté votre proposition financière de 15,5 à au moins 18 euros et réalisé l'acquisition de votre bloc.

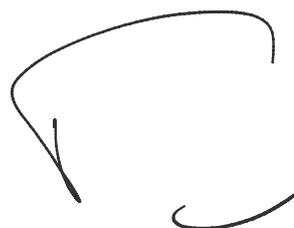
Les termes de ce dispositif comme son objet sont clairs et vous les avez naturellement compris, tout comme le marché. Nous vous renvoyons à cet égard à nos communiqués et à l'information rendue publique conformément aux obligations légales et réglementaires.

Nous ne pouvons donc donner suite à votre demande de « *déconstruction volontaire* » d'un mécanisme tout à fait légitime et destiné à maintenir l'activité Eau en France au bénéfice de ses salariés, clients et actionnaires. J'observe que cette demande est par ailleurs contraire tant au droit de la concurrence, qui interdit à Veolia d'interférer dans la gestion de Suez, qu'à la décision de justice qui a suspendu les effets de votre opération.

Cela étant rappelé, Suez continuera à conduire son plan stratégique 2030 visant à la croissance rentable, au développement et à l'emploi, à l'opposé de vos allégations et de votre projet.

Le Conseil d'administration, uni et déterminé, continue à explorer toutes les options dans l'intérêt de la société et de ses parties prenantes.

Je vous prie de bien vouloir communiquer la présente à votre Conseil d'administration et de recevoir, Monsieur le Président Directeur Général, mes salutations distinguées.



Philippe Varin

Copie : Les membres du Conseil d'administration de Suez

Traduction :

THE CHAIRMAN OF THE BOARD

Mr. Antoine Frérot

Chairman and Chief Executive Officer of
Veolia

21 rue La Boétie

75008 Paris

Paris La Défense, November 5, 2020,

Mr. Chairman and Chief Executive Officer,

In substance, the threats you make by means of letters, press releases, interviews or on social networks are inconsistent with the public commitment to “friendliness” you have asserted for at least six months. More generally, they are in total contradiction with the positions of principle you have maintained, in the context of the Loi Pacte, in support of a corporate governance approach which takes into account all stakeholders.

As to form, the absence of any respect in the terms you use with regard to Suez, its teams, its governance and values are particularly offensive. At a moment when our collective energy should be focused on facing up to the new Covid-19 wave, this makes your approach even more inappropriate.

On its side, the board of directors of Suez can only note the continued absence on your part of any binding, detailed and complete offer. Any such offer will need to ensure equality of treatment and clear positions as regards the following matters:

- content of the proposed industrial project, both in France and abroad;
- contemplated remedies and sales of assets;
- sufficient guarantees in terms of employment;
- payment in cash at a price reflecting the true intrinsic value of Suez;
- certain and unconditional nature of the offer for all shareholders, including with respect to dividends.

As regards your so-called offer (relayed only by way of the press), it still contains unacceptable conditions and major execution risks, implying a long period of destabilization (possibly almost two

SUEZ

Siège social : Tour CB21 - 16, Place de l'Iris, 92040 Paris La Défense Cedex, France - Tél. : +33 (0)1 58 81 20 00 - www.suez.com SA au capital de 2 485 450 316 €
- SIREN 433 466 570 RCS NANTERRE – TVA FR 76433 466 570

years), notably with regard to the authorizations required from the antitrust authorities. We note that the firmness of our position, relayed by many of our significant shareholders, has led you to specify the date on which you would potentially file your tender offer: however, you indicated only a non-binding intention. The uncertainties as to the principles, outcome, form, terms and price (at the end of a very long timetable) of your potential tender offer therefore persist, to the detriment of our shareholders.

Turning to the preservation of the activity of Suez Eau France, the foundation mechanism is necessary to safeguard the corporate interest of Suez, notably against your project to dismantle a Group which is already an agile, technology-based leader in environmental transformation. We also note that, following its implementation, you increased your financial proposal from €15.5 to at least €18 and completed the purchase of your shareholding.

The terms of this mechanism as well as its purpose are clear and you have of course understood them, as has the market. In this respect, we refer you to our press releases and the information made public in accordance with our statutory and regulatory obligations.

We cannot therefore accept your request for a “*déconstruction volontaire*” of a mechanism which is both perfectly legitimate and aimed at maintaining the Water business in France for the benefit of employees, customers and shareholders. I note that this request is also against not only competition law, which prohibits Veolia from interfering in the management of Suez, but also the court decision that has suspended the effects of your purchase.

This being said, and notwithstanding your allegations, Suez will continue to take forward its 2030 strategic plan aimed at profitable growth, development and employment.

The board of directors, united and resolute, continues to explore all options in the interest of the company and its stakeholders.

I hereby request that you communicate this letter to your Board of Directors.

Yours sincerely,

Philippe Varin

Copy : Members of Suez board of directors

SUEZ

Siège social : Tour CB21 - 16, Place de l'Iris, 92040 Paris La Défense Cedex, France - Tél. : +33 (0)1 58 81 20 00 - www.suez.com SA au capital de 2 485 450 316 €
- SIREN 433 466 570 RCS NANTERRE – TVA FR 76433 466 570